n° 86 | t'okup
hiver 2012
Le gratuit qui ne te vend pas aux annonceurs - www.squat.net/ea

SQUAT

Nouvelles du collectif TURBO-MONGOL et récit de l'intervention policière du 1o janvier 2012

Quand les «gardiens de la paix» viennent faire la guerre

Mardi 10 janvier au petit matin, après une longue nuit festive et l'inauguration du bar sous la pleine lune, les flics débarquent nous réveiller vers 7 h 30. Quelqu'un leur demande 10 minutes pour réveiller tout le monde et remettre nos esprits en place.

Les occupant-e-s érigent une barricade de fortune compte tenu du temps court imparti et de l'heure matinale. Les "forces de l'ordre" ne respecteront pas le temps mort accordé et insistent pour rentrer après 3 minutes. Très rapidement, les superflics musclés-rasés-casqués arrivent en tenue de combat, motivés par les barricades et les petits yeux des habitants.

Apparemment après une nuit de fête et peu d'heures de sommeil, on arrive toujours à les terrifier...

Non mais, est-ce que c'est totalement débile de se demander qui d'entre des gens en pyjama et à pieds nus et d'autres casqués avec boucliers, gilets par balle, matraques et lacrymo, à l'air violent, armés et dangereux dans cette situation?

L'attaque commence: ils essaient de forcer l'entrée, gazent les habitants qui comprennent que dalle et essaient de se défendre tant bien que mal contre la violence dont les robokops font preuve. Des objets (portes, etc) sont amenés vite-fait pour renforcer les barricades de fortune. La presse bourgeoise reprendra ces termes en parlant de «projectiles». ➔

SQUAT

Le squat de la Bosse en procès

Un procès civil devant statuer sur la plainte avec demande d'évacuation du propriétaire a eu lieu le vendredi 3 février au squat de la Bosse, à l'intérieur même de la maison. Ci-dessous le communiqué écrit à chaud par les habitant-e-s après l'audience, qui aboutit à une date de départ le 29 février en échange du retrait des plaintes (civile et pénale), pour faire place à un supposé projet de démolition et construction d'un immeuble dont le permis de construire n'a pas encore été délivré. (réd. T'Okup)

Après un mois et demi d'occupation, la smala judiciaire est venu nous rendre une petite visite au chemin du Grillon 9 suite à la plainte du propriétaire.Le froid n'a pas découragé une trentaine de compagnons venus nous soutenir pour une audience qui s'est avérée n'être depuis le début, qu'une grosse blague. Puisque la chose fut pliée en 40 minutes sans possibilité de dire quoi que ce soit, on profite de l'autre tribune que nous offre heureusement le T'okup pour nous exprimer:

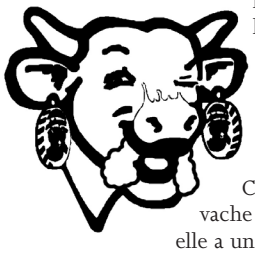
"0.11% de logements vacants à Lausanne et un indice des loyers qui atteint un record. Evidemment, en situation de pareille pénurie, le bailleur est ravi, les clients rampent à ses pieds, il les essore au maximum, rendant le titre de propriété synonyme de "droit d'exploitation". Dans une situation pareille, le quête immobilière se transforme rapidemment en épopée épique ou devient carrément inimaginable pour les personnes dont le porte-monnaie ou la lucidité rendent intolérable ce racket organisé. ➔

AGENDA-JOURNAL INTERSTITIEL DE LA MOUVANCE ANARCH@-ALTERN@-INTERSQUAT-FEMINISTE-ANTIFA-PRECAIRES, ETC... (LOZANE ET AILLEURS)

PRESENTATION : Pour une société sans racisme, sans sexisme, sans exploitation des humains et de la nature, le T'0kup' essaie de relater ce qui se passe dans la mouvance anarch@-alternat@-tralala (voir ci-dessus). Faire passer les infos dans et hors de la "scène", mobiliser, rendre compte des luttes menées, parfois susciter le débat interne, en faisant primer la régularité quitte à être (trop) sommaire. Les anciens numéros du T'0kup' sont consultables sur le site www.squat.net/ea, où on peut aussi s'inscrire sur la liste de mail pour être régulièrement informé-e des activités de l'Espace autogéré et d'autres infos. **Contact: c/o Infokiosk, Espace autogéré, av. César-Roux 30, CH-1005 Lausanne**

Vaches laitières: la Rage qui vit fait trembler la génomique

A propos du génome bovin (décrypté en 2009) au secours de la productivité économique: «La génomique permettra [...] de cibler davantage les critères qu'on veut améliorer: la mamelle, la productivité, la qualité du lait. Par contre, on ne maîtrise toujours pas des aspects pourtant essentiels tels que l'aptitude à la traite et le caractère de l'animal. C'est bien beau d'avoir une vache hyperproductive, mais si elle a un "sale caractère" et qu'elle complique la tâche de l'éleveur, alors cela ne sert à rien».



Un spécialiste de l'élevage laitier
(Terre&Nature, 12 jan. 2012, à l'occasion de Swiss'expo, Salon international d'élevage à Lausanne)

Neurosciences: ce qui vaut pour les vaches ne vaut pas pour les humains

Après Minatec, les technocrates grenoblois remettent ça avec l'inauguration quasi-clandestine le 31 janvier 2012 de Clinatec, centre de recherches en nano-neurotechnologies, dont la seule manifestation publique aura été celle des opposant-e-s. On rapportera simplement ici une déclaration du professeur Benabid, un des quelques individus porteurs du projet, lors d'une soirée promotionnelle tenue quelques semaines auparavant devant un public composé aux trois-quarts de collègues et amis du conférencier: « Avec les électrodes et les implants cérébraux, on peut changer la personnalité de quelqu'un qui était anormal, pour le remettre dans la normalité. On peut faire passer les gens d'un état suicidaire à un état jovial. Faut-il en conclure qu'on peut manipuler les gens et les faire marcher au pas cadencé? Certes, mais on les fait tellement marcher au pas cadencé par d'autres moyens ». (Rires dans la salle). - Tiré du communiqué de Pièces et Main d'Oeuvre du 18 janvier 2012 -

C'est vrai que ça doit être marrant d'imaginer d'avoir n'importe quel humain à sa botte, plus dociles que du bétail... un peu comme des soldats?

Plus d'info:
www.piecesetmaindoeuvre.com
-> Nécrotechnologies

Suite Quand les «gardiens de la paix» viennent faire la guerre

Il s'agissait de bloquer l'accès aux flics, pour défendre une maison vide, pour éviter de se faire tous/tes embarquer et qu'on en profite pour en murer les accès, murer les rêves, murer les tentatives de vivre avec d'autres valeurs que celles qu'on nous inflige partout.

Pendant ce temps, la police défonce la porte avec un bélier et investit la maison. Quelques habitant-e-s tentent de bloquer la dernière porte pendant que les autres se réfugient sur le toit. Ceux qui n'auront pas le temps d'aller sur le toit sont à nouveau gazés et arrêtés.

Une de ces personnes est tabassée par des «gardiens de la paix» lors de son arrestation, alors qu'elle «simule» une crise d'hyperventilation. Après tout, il y a aucune raison de perdre son calme et d'avoir de la peine à respirer pendant une intervention d'une telle envergure.

Les quatre personnes sur le toit y resteront 3-4 heures. Pendant ce temps, la maison est aux mains de la police qui en profite pour la saccager. Mezzanines défoncées, toilettes bouchées par de la terre, compost renversé sur la nourriture fraiche dans la cuisine, instruments de musique défoncés ou couverts de peinture, vin, alcool fort, miel et cire pour parquets sont renversés sur les lits, la liste est encore longue. L'imagination déployée pour bousiller le matériel aussi gratuitement laisse sans voix.

Bien évidemment, nous sommes soupçonnés d'avoir nous même fait tout cela. Les dégâts matériels seraient une stratégie de barricadage. C'est vrai qu'il est essentiel de boucher les toilettes, au cas où un flic entrerait par les canalisations... le miel et la peinture sur les matelas sont aussi des barrages très efficaces.

L'opération aura mobilisé en tout une cinquantaine de personnes, contre une dizaine de personnes dans la maison. Elle aura coûté des milliers de francs pour garantir des droits d'un privé dans le cas d'un délit mineur.

Tout ca pour «maintenir l'ordre» lorsque nous étions ouverts au dialogue avec toutes les parties concernées dès le début de l'occupation.

Au vu de toutes les affaires impliquant des délits de la part de policiers qui ont fini par des non-lieux, qui peut se permettre d'abuser de son autorité, qui peut se permettre des violences? Qui d'entre les flics et nous, est le plus protégé par l'état et qui risque le plus ?

«A toutes celles et tous ceux qui croient que la police est là pour faire valoir nos droits, défendre nos intérêts, à toutes celles et tous ceux qui sont convaincus que la police est là pour nous montrer le droit chemin, nous rappeler le respect, nous donner l'exemple de la conduite nécessaire à la vie en société (...) A toutes celles et tous ceux qui se croient à l'abri grâce à une police formée pour rétablir la justice, il est peut-être temps de se réveiller et de se demander si, en obéissant à la législation imposée, la société qui nous étouffe changera un jour de visage...» *

Quoi qu'il en soit, nous somme toujours là. Les tentatives de rendre la maison inhabitable et de démotiver les troupes n'aura une fois de plus pas marché.

Notre solidarité vaincra votre répression!

Au plaisir de vous recevoir,
le collectif Turbo Mongol!

*(cf. texte du collectif tumulte, indymedia)

Le squat de la Bosse en procès

Nos revenus ne nous permettent pas de nous offrir les derniers logements encore disponibles à prix d'or. De plus, nous refusons de nourrir des parasites qui utilisent nos maisons et nos vies pour se fabriquer de l'argent. Nous refusons également l'alternative des logements sociaux, n'ayant aucune envie d'être assistés pas l'Etat et de dépendre de lui, au même titre que nous n'avons pas envie d'être entretenus par nos familles ou nos amis.

Parallèlement, et c'est paradoxal, les maisons vides fleurissent dans nos rues, toutes aussi belles qu'inutiles. On étale ainsi sous nos yeux, nos rêves et nos besoins, les laissant pourrir sous l'unique protection de la sacro-sainte propriété privée et satisfaisant ainsi les logiques du marché ou la lenteur des procédures étatiques. Pour nous, une propriété n'est acceptable qu'étant utilisée, nous ne respectons pas celle dont on abuse, dont on spécule ou qu'on laisse mourir. Nous confrontons donc un droit de logement inconditionnel à celui de propriété et nous glissons dans ces béances, nous réapproprions ces espaces délaissés pour les animer avant qu'ils soient réinséré dans les rouages. Nous cassons momentanément la

La Bourdache gèle mais ne meurt pas

Le Tribunal d'arrondissement de Lausanne a expérimenté à la Bourdache son nouveau programme très en vogue de justice de proximité. La première audience dans les jardins, qui a vu la cour au complet se déplacer dans la boue pour constater les conditions de vie dans la favela locale, a abouti à une décision d'évacuation fixée au 19 décembre 2011.

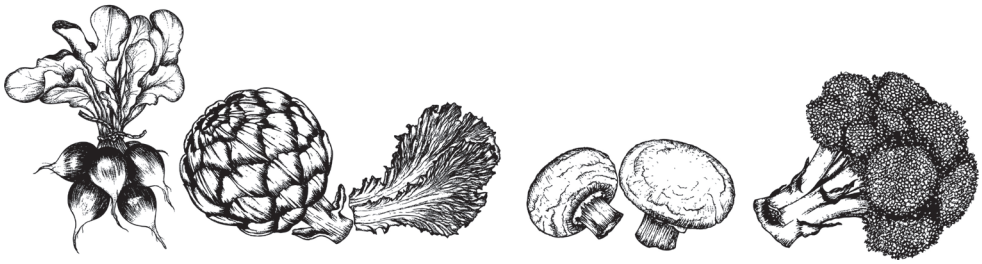
Les arguments avancés par la «défense» du peuple libre des jardins, à savoir que sans cabanes, les habitant-e-s vont se retrouver à la rue, qu'il y fait froid dans la rue, que le nombre de places proposées pour un «relogement» dans des containers de chantier n'est pas suffisant, que ça va être la guerre, que la guerre ça coûte cher et que ça rend pas bien malin, que la destruction de ces 4 mois de vie commune et solidaire, expérience que la Ville serait incapable de réaliser en 4000 ans, ne va que précariser encore un peu plus des personnes qui sont déjà au fond du trou, n'ont pas suffi à raisonner le juge.

Puis tout à coup, l'histoire donne raison aux gentil-le-s.

Le jour de l'évacuation, la Ville prend soudainement conscience du bordel que représente son projet qui ne satisfait personne (même pas l'UDC) et demande une nouvelle audience qui a lieu le 21 décembre. Retour donc à la case Jardins. Le Tribunal Tout Terrain, dans la neige cette fois, écoute comme si de rien pourquoi la Ville qui a demandé l'évacuation ne veut plus évacuer. Cette dernière, soucieuse mais pas vraiment, du bien-être et de la sécurité des gens, offre aux habitant-e-s un délai supplémentaire au 30 mars 2012, en échange de l'assurance de leur départ volontaire, mais pas de bois pour se chauffer. Et cette fois, promis, on démolit. Peut-être...

En attendant...

...on va vers le beau! Du coup, la Bourdache, soucieuse du décompactage des mentalités et des sols, appelle toute personne désireuse de faire pousser des trucs à la contacter, par exemple par mail à bourdache@anche.no



Compte-rendu de la soirée de soutien au Centro Social Flora Sanhueza

Le samedi 14 janvier à l'Espace Autogéré de Lausanne, nous avons organisé une soirée de soutien pour un espace libertaire à Valparaiso au Chili. Ce lieu autogéré, qui existe depuis plus d'une année, se trouve dans un quartier populaire (voir tokup N°85) de la deuxième ville du pays.

En fin d'après-midi, nous avons présenté le projet, projeté quelques images et diffusé plusieurs textes qui nous avaient été envoyés par les gens de là-bas pour l'occasion. Ces textes décrivent le fonctionnement du centre social et relatent les luttes actuelles des copains et copines chilien.ne.s. Les textes traduits (et originaux) sont disponibles par mail: cira@plusloin.org ou espaceautogere@squat.net. Ecrivez-nous, on vous les enverra !

Une formidable bouffe participative et populaire a suivi la présentation/discussion et des concerts ont également eu lieu, au sein d'un espace autogéré plein à craquer. Les bénéfices de la soirée serviront à financer des activités populaires qui auront lieu dans le centre social Flora Sanhueza et à envoyer des cartons de livres en espagnol (tous styles et genres confondus).

Le premier carton de livres en espagnol (environ 50 à 60 livres) a été réceptionné le dimanche 28 janvier. Nous comptons en envoyer d'autres donc si vous en avez quelques-uns faîtes les nous parvenir, soit en passant au CIRA, soit en les laissant à l'Espace Autogéré.

collectif CLAME! (Collectif de soutien aux luttes en Amérique latine)

Suite

mort de ces bâtiment, leur valeur financière, pour leur conférer une autre plus réelle, des habitants. Nous voulons que les voisins ouvrent leurs volets sur des voix, des lumières, des visages et non sur des friches déprimées. Nous voulons transformer ces cadavres en îlots d'autogestion, de réflexion, de joie, d'alternative. Nous voulons expérimenter, créer, construire et choisir notre vie.

La diminution du confort et de la sécurité n'est pas aussi importante qu'on veut nous le faire croire, nous vivons bien, d'autant plus que cette vie résulte de notre choix, le choix de la relative précarité matérielle et de l'instabilité que nous préférons à une existence morne, routinière, à peine vécue.

Vous pouvez nous expulser, nous sommes confiants. "La nature a horreur du vide", Notre maison ne le restera pas longtemps après notre départ."

Conclusion: départ le 29 février (sans aucune preuve qu'un quelconque permis de démolir ait déjà été délivré...), mais retrait de la plainte pénale du propriétaire et frais de justice à sa charge.

Donc jusque là, profitez pour passer à la maison, discuter ou manger aux chandelles, boire de tout, faire chier le voisin, fresquer les murs et, surtout, fêter la démolition.

Nous tenons à remercier toutes les personnes qui nous ont énormément aidé pour l'occupation, pour les travaux, et pour la présence lors du procès.

Collectif La Bosse
Le 3 février 2012

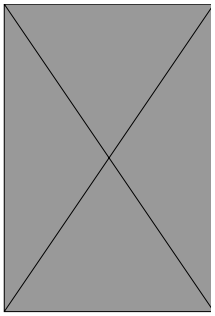
Contrôle d'internet: alea (j)ACTA est?

Ces dernières semaines, la presse a beaucoup parlé des attaques contre l'internet par les Etats-Unis: fermeture du site de téléchargement gratuit Megaupload par le FBI, débat au Sénat sur les projets PIPA et SOPA (si vous ne l'aviez pas remarqué, toutes les pages Wikipedia en anglais ont été bloquées pendant un jour pour sensibiliser le grand public aux enjeux de ces projets liberticides du lobby des majors).

Pas grand chose par contre sur le projet international du même acabit ACTA (Anti-Counterfeiting Trade Agreement), auquel la Suisse participe et qui vient d'être accepté par l'Union européenne, mais que le Parlement européen devra encore avaliser (probablement en juin). Le pire est à craindre.

Plus d'infos sur ACTA:
www.laquadrature.net/fr/ACTA
www.fsf.org/campaigns/acta

Tous fichés! Non non rien n'a changé



Il y a 20 ans éclatait le tristement célèbre scandale des fiches et de la police secrète P26. Plus récemment, en été 2010, la délégation des commissions de gestion des Chambres fédérales dénonce l'existence de fiches, la plupart illégales, sur 200 000 personnes en Suisse. Au niveau cantonal, le gouvernement vaudois a fini par admettre en début décembre 2010 l'existence d'un fichier clandestin des personnes jugées dangereuses pour la sécurité de l'Etat, alors même qu'il affirmait le contraire lors de la découverte des infiltrations d'Attac et du Groupe antirépression (GAR) pendant et après le G8 d'Evian en 2003.

Où en est-on aujourd'hui? Le 17 janvier, le Grand conseil vaudois vient d'accepter un projet de loi permettant de «reprendre» les investigations secrètes (comme si elles avaient jamais cessé). Sous couvert de lutte contre la pédophilie ou le trafic de drogue, y figure notamment l'espionnage «préventif» (c'est-à-dire avant l'ouverture d'une enquête officielle). Garde-fou de pacotille qui fera sourire toutes celleux qui se font systématiquement filmer depuis des années à chaque manif, le ministère public devra néanmoins donner son accord pour tout enregistrement audio ou vidéo. De quoi rassurer les pantins préposés à la protection des données.

Dealers ou délires?

Le 3 novembre 2011, l'émission de la TSR «Temps présent» nous a servi un exercice magistral d'intox. Le produit a été tellement efficace que nous en sommes halluciné.e.s.

Le journaliste introduit son sujet, sur un ton digne de la pire catastrophe, en présentant la vie dans certains quartiers de Lausanne et de Genève comme exposée aux plus hauts risques. A Lausanne, le quartier Chauderon-Maupas serait «infesté» de dealers et devenu invivable.

Infesté? Consultons le Robert: «Infester: Ravager, rendre peu sûr (un pays) par des attaques incessantes». On en tremble: préparez-vous à visionner des scènes d'horreur.

Eh bien, vous serez fort déçu.e.s. Tout au long du reportage, il ne se passe strictement rien. Pour essayer de donner l'impression contraire, il a fallu que le cameraman maltraite sa caméra, en lui imposant courses et tressautements le long de rues visiblement fort paisibles. Et il a fallu que le technicien du son recoure à des bandes sonores dignes de séries étasuniennes bas de gamme. Malgré tout ce raout, les personnes désignées comme dealers, des hommes de couleur, s'obstinent à rester là dans un coin de rue sans agresser personne. Très sincèrement, on se demande de quoi les habitant.e.s interrogé.e.s peuvent bien avoir peur! Hormis un commerçant qui affirme faire l'objet de pressions pour vendre de l'alcool au-delà des heures autorisées. Les seules scènes d'agression auxquelles on assiste sont le fait de passant.e.s qui houspillent ces hommes ou celles montrant les attaques de policiers sur des dealers réels ou supposés, visiblement non armés. Trois contre un, clés de bras et placage au sol, fouilles en public, attouchements parfois douteux. Bref, au-delà de l'arrestation et des vérifications, des coups légalisés et l'humiliation, des scènes quotidiennes dans le quartier. En ce qui nous concerne, cela nous inspire davantage de peur de la police que des dealers.

Mais de toute évidence, l'auteur du reportage a soigneusement et tendancieusement sélectionné les personnes à interviewer: habitant.e.s plus ou moins bien intentionné.e.s, commerçant.e.s se plaignant de faits dont on cherche le lien avec la présence de dealers. Le plus extraordinaire est encore le patron du kiosque: il pose devant une alignée de paquets de cigarettes, lui, dealer légal qui intoxique la moitié de la population avec ses clopes, et s'en prend à ceux d'en face qui, somme toute, se bornent à livrer quelques boulettes aux fêtard.e.s du Flon et autres yuppies en mal d'excitation. Passons. Ce qui agace, c'est qu'on présente cela comme «la population», qui demande plus de flics et plus visibles. Pardon, mais la population c'est aussi nous qui en réclamons moins. C'est aussi les habitant.e.s du quartier qui tombent des nues en découvrant ce reportage lamentable. C'est aussi ces jeunes hommes de couleur, rejetés dans la marge par une politique d'asile et une politique migratoire fondamentalement racistes, contraints de survivre aux confins de ce qu'on leur présente comme la légalité pour mieux les en exclure. Eux aussi font partie de la population: l'aurait-on oublié?

Le sommet de l'action nous est présenté avec l'opération «Asterix». Un matin à six heures, à Chauderon, la police lausannoise procède à trente-quatre arrestations, exclusivement d'hommes noirs, d'après ce que laissent percevoir les images. Menottés et forcés de s'asseoir l'un derrière l'autre sur la voie publique. Cette

Sabotage en réponse au

Pris dans l'étau entre le fric et les flics, nous avons saboté les automates à billets de plusieurs gares CFF pendant la nuit du 11 au 12 décembre, en réponse au nouveau règlement entré en vigueur hier dans l'ensemble du pays.

Des oublis, des stress, des galères d'argent, des refus de payer... nous en avons eu plus d'une fois et nous en aurons sûrement d'autres. Le fait est que nous peinons à comprendre avec quelle vision tordue la société considère la resquille comme un délit de plus en plus grave. Régulièrement, le flicage se durcit, la tolérance se rapproche de zéro, la justice réprime. A partir de maintenant, acheter son billet dans le train est systématiquement puni d'une amende, et on parle déjà d'interdiction de voyager à partir d'un certain nombre de récidives. La police ferroviaire est désormais armée, et ses contrôles arbitraires sont un outil de plus pour étendre la sphère d'insécurité des personnes sans permis de séjour. A quand la vidéo-surveillance avec reconnaissance faciale, et les portails de contrôle automatisés à l'entrée des trains? L'étau se resserre, et nous avons le sentiment que ça ne va jamais s'arrêter.

On nous dit que les billets sont "encore trop bon marché". Pour qui? En tous cas ni pour les jeunes, ni pour les vieux, ni pour les requérant-es d'asile, ni pour quiconque n'ayant pas le salaire confortable d'un cadre pendulaire. Lorsque l'on n'a pas de permis de conduire, les transports en commun restent un passage obligé. Dès lors,

opération est manifestement un acte de discrimination raciale. Au-delà de son caractère raciste, que dire des arrestations arbitraires? Sur les trente-quatre personnes retenues, on nous dit que onze ont commis un délit ou une infraction, pas forcément en lien avec le commerce de drogue d'ailleurs. Cela nous donne vingt-quatre arrestations abusives, excusez du peu. Et quand bien même onze personnes seraient mêlées à un acte illégal, est-il besoin de les traiter de façon humiliante? Dans toute cette mise en scène, a-t-on seulement réfléchi au principe de proportionnalité? C'est un pur scandale et il faut un municipal communiste pour s'en vanter! Bon, il est vrai que les communistes se sont rendu.e.s célèbres dans l'histoire pour leur amour de la police de proximité, dont on n'ose même pas prononcer les noms tellement ils nous font froid dans le dos.

Le procureur Eric Cottier regrette, lui, que la police ne puisse pas coffrer les gens plus facilement, en raison des exigences du nouveau Code pénal, qui a renforcé les droits de la défense. Il oublie peut-être que cela ne sert à rien de remplir les prisons de petits dealers: comme le démontre si bien Loïc Wacquant (Les prisons de la misère, éd. Raisons d'agir, Paris, 1999), si vous en coffrez un, il s'en trouve immédiatement dix pour prendre sa place. Il y a assez de misère pour peupler les coins de rue et trop pour être contenue dans les prisons. Qu'à cela ne tienne, le patron de la gendarmerie, Jacques Antenen, abonde dans son sens. Quant au patron de la police lausannoise, Marc Vuillemier, il leur emboîte le pas. Or, le gar constate et dénonce depuis des années les abus de pouvoir de la police, systématiquement impunis. Que les agent.e.s soient davantage appelé.e.s à rendre des comptes devrait être plutôt bien vu, non?

Mais enfin, où est le problème?

Nous en voyons au moins quatre.

1 La problématisation du sujet est ici totalement construite. Voudrait-on nous dire quels intérêts ce reportage doit servir? Nous sommes parmi celles et ceux qui ne croient pas à l'objectivité du journalisme, mais une telle manipulation nous laisse pantois.es.

2 Que certains produits soient illégaux rend leur commerce alléchant pour diverses mafias bien établies, dont les gros bonnets ne paraissent pas autrement inquiété.e.s, qui engagent de petites mains sur lesquelles pèsent tous les risques. En face, vous avez le gars qui tient son kiosque avec ses clopes; de l'autre côté de la rue, un autre gars qui vous vend de l'alcool. Tous des produits dont on ne voit pas en quoi ils diffèrent des drogues illégales. Alors, un début de solution serait de légaliser la consommation et le commerce de toutes les drogues. Y a-t-il encore sur la place des politicien.ne.s pour le rappeler?

3 L'extrême précarité de certaines personnes, notamment celles que la politique migratoire du pays exclut de toute chance de régularisation, les jette vers des marges où la survie n'est possible que dans l'activité illégale. Donc, un autre début de solution est de revenir inlassablement sur cette politique migratoire pour en éliminer les éléments discriminatoires. Ou pour l'éliminer tout court, cela serait encore mieux. Hormis quelques ultra-minoritaires bien connu.e.s, y a-t-il encore sur la place des politicien.ne.s pour le rappeler, au lieu d'aller placer des lampadaires qui polluent inutilement?

4 Le quartier est décrit comme pourri. Mais qu'est-ce qui donc nous pourrit la vie? Depuis quelques décennies désormais, on assiste à la progression du pillage de toutes les ressources par la mafia financière mondiale, à une spéculation immobilière qui rend les loyers incontrôlables, avec la collaboration des gouvernements qui consentent à démanteler les systèmes de solidarité patiemment construits à force de luttes. Ce que nous avons, c'est encore trop et il faut nous infliger des politiques d'austérité. Cela crée de la pauvreté; cela aggrave la précarité; cela renforce les tensions sociales.

Et si c'était cela, qui nous pourrissait la vie?

Au lieu de mettre de l'huile sur le feu raciste, aurait-on idée de rappeler que si ce n'est pas ainsi que nous voulons vivre c'est pour construire une société plus ouverte et solidaire?

GAR – groupe anti-répression
contact: gar@no-log.org

nouveau régime des CFF

comment admettre que les prix augmentent et que cette entreprise monopolistique que sont les CFF continue de faire des bénéfices sur notre dos, tout en nous réprimant au moindre faux pas ? Tout cela n'a plus rien à voir avec un service public qui favoriserait le bien-être de l'ensemble de la population, au contraire.

Malheureusement, ce durcissement ne fait que participer à une tendance générale, où il est de bon ton de ne plus "faire de cadeau" aux pauvres, et où les riches se sentent dans leur bon droit d'exiger une sécurité et un confort absolus.

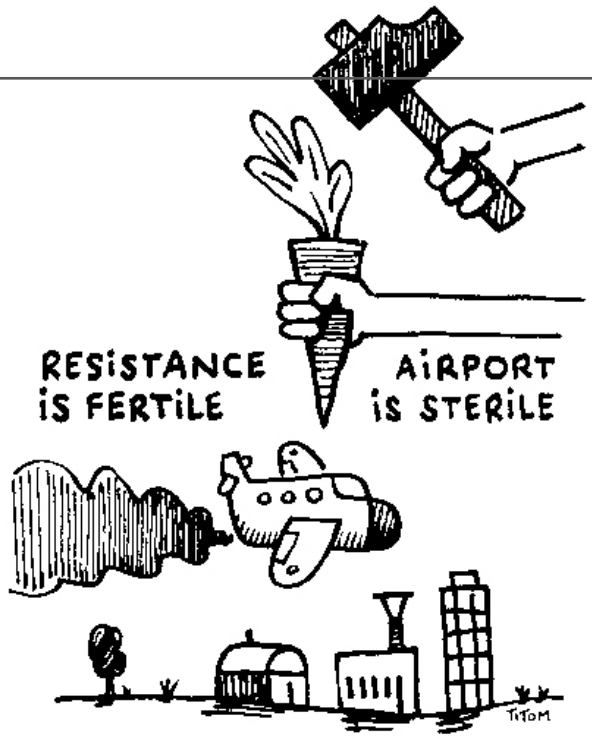
Nous ne souhaitons pas nous replier sur l'alternative de la voiture individuelle et polluante. Nous continuons à désirer une vie meilleure, où on voyagerait en commun et gratuitement. Nous avons attaqué des automates à billets, d'une part parce que nous sommes en colère contre cet ordre marchand, d'autre part pour offrir une course gratuite à une partie des passagers. En solidarité aussi avec les fraudeurs et fraudeuses récidivistes qui continueront à développer d'autres techniques et stratagèmes.

Collectif CFF
(Contrainte – Flicage – Fuck you)
12 décembre 2011

P.S.: Les sabotages ont eu lieu, la même nuit, à Morges, Cossonay, Chavornay, Puidoux-Chexbres, et Vevey.

(source: ch.indymedia.org/fr)

Notre Dame des Landes: Si ils nous expulsent on revient!



Grande Manif de réoccupation pour resemer, pour reconstruire... pour empêcher l'aéroport! Fourches, poutres, planchettes, clous et outils en main... RDV à 11h quelque part sur la ZAD, le 4e samedi suivant une expulsion.

NI ICI, NI À KHIMKY, NI AILLEURS, VINCI DÉGAGE !

Le 7 mai 2011, nous étions 1000 personnes à manifester fourche en main pour défricher ensemble une terre agricole à l'abandon. Il s'agissait d'aider à l'installation d'une ferme maraîchère qui contribue aujourd'hui à nourrir la lutte contre l'aéroport. Nous nous quittions en nous engageant à défendre cette ferme et les autres espaces occupés de la ZAD ("la Zone d'Aménagement Différé" (où est prévue l'aéroport) devenue "Zone A Défendre".)

Le 24 juin, Vinci lançait des procédures d'expulsion à l'encontre de 8 maisons occupées sur la ZAD, dont "Les Planchettes", espace collectif d'accueil et d'organisation.

Le 10 juillet, des milliers de personnes, à l'appel de la coordination contre l'aéroport, affirmèrent par une fresque humaine "Vinci dégage!".

Le mardi 23 août, le président de la région Pays de la Loire, Jacques Auxiette, demandait au préfet "de passer au karcher" les occupant-e-s de la ZAD. L'appel à la répression la plus brute est sans ambiguïté, mais cela ne nous empêchera pas de résister, revenir et repousser.

Pour faire suite au 7 mai, des occupant-e-s de la ZAD, et Reclaim The fields, réseau de paysan-ne-s en lutte, appellent à une grande manifestation de réoccupation en cas d'expulsion et invitent tous les collectifs et groupes qui le souhaitent à soutenir cette initiative. Si le karcher policier arrive, nous voulons être de nouveau des milliers pour donner corps aux "Vinci dégage!" et revenir occuper la zone afin de continuer à empêcher concrètement les travaux. Cette manifestation se veut ouverte à une pluralité de formes et d'engagements.

Depuis quarante ans, les décideurs et bétonneurs planchent sur un nouvel aéroport à côté de Nantes, à Notre-Dame-des-Landes, pour parfaire leurs rêves voraces de métropole et d'expansion économique. La ZAD, c'est 2000 hectares de terres agricoles et d'habitats qu'ils veulent anéantir sous le béton. La résistance contre ce projet est au carrefour d'enjeux sur lesquels s'unir, croiser des problématiques et penser des stratégies communes. À travers cette lutte, nous combattons l'alimentation sous perfusion, la société industrielle et son réchauffement climatique, les politiques de développement économique et de contrôle du territoire, les mégalopoles et la normalisation des formes de vie, la privatisation du commun, le mythe de la croissance et l'illusion de participation démocratique...

Les décideurs communiquent à tout va pour vendre leur projet et laisser croire qu'aucun retour en arrière n'est envisageable à ce stade. Car après 40 ans de lutte, les travaux préliminaires à la construction sont aujourd'hui lancés : forages pour les études de sol, expertises environnementales, qu'ils espèrent faire suivre cet automne de fouilles archéologiques et de travaux de défrichages pour la construction du barreau routier... autant de prérequis au bétonnage de la ZAD.

Mais les opposant-e-s sont loin d'avoir baissé les bras et les actions s'intensifient: opposition aux forages,perturbations des études d'impact de Biotope, occupations de bureaux et chantiers, péages gratuits, diffusion de journaux, etc, etc ... En outre, depuis plus de 2 ans, au lieu que la ZAD se vide progressivement, au rythme des rachats et des destructions, la vie et l'activité s'y est redensifiée. De nombreuses maisons laissées à l'abandon ont été réhabilitées et occupées, des cabanes ont été construites au sol et dans les arbres, des collectifs occupent des terres pour y faire du maraîchage. Des espaces de réunion, boulangerie, bibliothèque, gîte sont ouverts à tous et toutes. Ce sont plus d'une centaine de personnes qui occupent en permanence la ZAD, soutenues par de nombreuses personnes du coin et d'ailleurs qui s'y rencontrent et s'y organisent. Les occupations font partie prenante d'un mouvement qui prend des formes diversifiées. Elles ont entre autres permis, ces derniers mois, des réactions rapides face aux premières démarches entreprises par Vinci en vue des travaux.

En juin 2011, Vinci a entamé les procédures d'expulsion afin de se doter des moyens légaux pour expulser les occupant-e-s "sans droit ni titre" de la ZAD. Ils veulent aujourd'hui enrayer la croissance du mouvement, et pour commencer les travaux, il faut faire place nette: après l'expulsion des occupant-e-s "sans titre", ils pensent passer aux locataires, propriétaires et exploitants agricoles. En parallèle, les pro-aéroport font tout leur possible, campagnes de presse à l'appui, pour isoler les occupants de la ZAD, tentent de diviser le mouvement et de briser les solidarité, et renforcent la présence policière au quotidien et la répression des initiatives collectives.

Malgré ce contexte, nous gardons en mémoire les victoires passées contre les projets mégalos, du nucléaire au militaire, comme au Carnet, à Plogoff ou au Larzac, et nous savons que cet aéroport peut encore être stoppé. Nous regardons de l'autre coté des Alpes où l'opposition à la construction de la Ligne à Grande Vitesse Lyon-Turin mobilise toute une vallée, où des dizaines de milliers de personnes empêchent les travaux. Nous nous préparons pour qu'ici aussi toute tentative de bétonnage des terres leur coûte cher.

Cet appel à manifester est une manière de signifier que les expulsions ne signifient en rien la fin de la lutte; (...) C'est marquer la volonté commune de conserver le levier des occupations pour empêcher le projet d'aéroport. Cette manifestation permettra, suivant les nécessités, la reconstruction d'espaces d'organisation collective, d'habitats ou encore la mise en culture de nouvelles terres. (...)

Reclaim the Fields + occupant-e-s de la ZAD

* Khimki est une région boisée de russie où se développe une large lutte contre la construction d'une autoroute Vinci

\\\ Infos pratiques ///

- Guettez les infos! Consultez régulièrement http://zad.nadir.org, et d'autant plus en cas d'expulsion. La date et le lieu exact de rendez-vous seront précisés à ce moment là.
- Il sera possible d'arriver la veille de la manif, pour les derniers préparatifs et échanges d'infos. Amenez de quoi camper.
- On vous invite à rester sur place après la manif pour protéger les espaces réoccupés et continuer les constructions.

Contact: reclaimthezad@riseup.net

Succès du camp antinucléaire à Valognes

À Valognes, le 23 novembre dernier, c'est un peu de l'arrogance du lobby nucléaire qui a dû en rabattre, et c'est un peu du sentiment d'impuissance qui poisse depuis tant d'années celles et ceux qui le combattent qui s'en est allé. Alors qu'Areva se permettait la semaine précédente d'exposer aux journalistes comme il leur avait été simple de faire retirer le paragraphe sur le MOX de l'accord PS-EELV, dévoilant ainsi aux yeux de tous qui est le maître en ces matières, ils offraient à Valognes l'image du plus complet désarroi: ils hâtaient d'un jour, dans la précipitation, le départ du train CASTOR (ndlr: transport de déchets radioactifs), faisaient boucler par la préfecture tout le centre de Valognes, fermer les collèges et lycées de la ville pour la journée et dénonçait ensuite ces gens «qui ont perturbé le fonctionnement de toute une région». Tout cela parce que 500 personnes venant de toute la France s'étaient donné rendez-vous dans un camp pour bloquer un train et partager leur désir d'en finir avec la mainmise du nucléaire sur leur vie.

L'efficacité véritable de l'action collective réside rarement dans ses effets les plus perceptibles. Que nous ayons réussi par trois fois à accéder en masse aux voies, à y soulever les rails, en ôter le ballast sur plusieurs dizaines de mètres et finalement à retarder le départ du train de plusieurs heures, et ce malgré l'énormité du dispositif policier, n'est certes pas un résultat négligeable. Mais nous accordons plus d'importance à la façon dont nous sommes parvenus à un tel résultat, à l'intelligence collective qu'il faut avoir acquise pour arriver, par une marche nocturne à travers champ, à prendre de court les forces adverses et, de là, à les fixer en un point pour que d'autres trouvent les rails libres quelques centaines de mètres plus loin. Nous nous souviendrons pour longtemps du soleil qui se lève sur une brume à l'odeur de gaz lacrymogène, des habitants et habitantes de Flottemanville qui nous offrent spontanément du café et nous encouragent, de ces maires qui nous ouvrent leur mairie, réconfortent nos blessés, nous offrent le refuge. (...) Nous avons, nous, croisé ce ce jour-là, de nombreux soutiens actifs dans la population, tout comme auparavant des voisins, des familles, étaient venues sur le camp pour partager le repas.

(...)

Le feuilleton national des dernières semaines autour du nucléaire ne peut guère laisser de doute sur ce qu'il y a à attendre des gouvernements pour ce qui est d'en sortir. En la matière, nous ne pouvons compter que sur nos propres forces. Si Valognes nous a renforcés et a renforcé notre cause, c'est en cela : que ce soit pour l'organisation du camp ou de l'action, pour ce qui est de prendre les décisions justes ou d'exprimer nos idées, nous n'avons attendu personne. Nous avons fait ce que nous pouvions, dans la mesure de nos moyens certes limités, mais non dérisoires. Et en dépit des manœuvres d'Areva, de la SNCF et de leurs complices, nous avons réussi à faire ce que nous nous étions proposés de faire. La chose n'est pas si courante. Qui plus est, nous savons que Valognes ne fut pas le seul point de blocage du CASTOR en France, et même si Areva et la SNCF tentent de taire le harcèlement dont ils font l'objet, nous sommes omniprésents et irréductibles. Les retards du CASTOR, consécutifs à l'action de blocage de la voie dans le sud-manche et à l'usage de signaux d'alarme dans la région de Rouen en sont la preuve. Nous espérons seulement que cet exemple donnera de la force à toutes celles et tous ceux qui, ailleurs, brûlent d'en faire autant.

Nous n'avons jamais envisagé Valognes comme un coup d'éclat, mais plutôt comme un nouveau départ, un apport de vigueur, une contribution déterminée à tout ce qui, en France, veut s'affranchir de la fatalité nucléaire. Nous savons que le chemin sera long et âpre. En même temps qu'il nous faut nous arracher à la production électrique centralisée et retrouver dans notre façon de vivre comme dans ce qui nous entoure l'énergie dont nous avons besoin, il nous faut perturber par tous les moyens les flux d'uranium et de déchets qui tissent le fonctionnement régulier et soigneusement occulté de l'industrie de l'atome aussi bien que son maillon faible. Il nous faut empêcher la construction de l'EPR de Flamanville et déboulonner les lignes THT qui doivent y aboutir, si nous ne voulons pas en reprendre pour 40 ans de plus de soumission au chantage nucléaire. Il y a tout un décrochage à organiser, un décrochage technique et politique vis-à-vis de la normalité nucléarisée. Areva juge nos méthodes «inacceptables»; nous jugeons que c'est l'existence même d'Areva qui est, en chacun de ses détails, inacceptable. Les milliards investis dans le lifting de son image, depuis que la Cogema est devenue Areva, n'y changeront rien. Il faut que la production d'énergie à partir de l'atome devienne partout visiblement le problème qu'elle est essentiellement. Comptez sur celles et ceux de Valognes pour y travailler.

Collectif Valognes stop castor

http://valognesstopcastor.noblogs.org/

BRÈVES

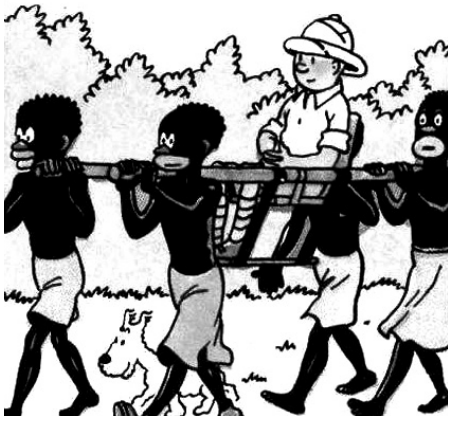
Discussion ouverte sur le racisme ordinaire

On vous invite à venir causer le mardi 28 février à 18h à l'espace autogéré pour lancer des discussions et évènements à propos du racisme quotidien dans la rue, dans nos vies et dans nos têtes. Tout le monde est bienvenu-e et les personnes présentes inventeront la suite, que vous ayez des idées précises ou juste la patate. L'idée est que plusieurs événements sous diverses formes soient organisés par la suite.

Pour le moment, les questions qui nous trottent dans la tête tournent autour de thématiques comme:

- la super forme de racisme modérée, tendance et bien déguisée (et même applaudie): la tolérance
- l'accessoire high-tech du racisme: sa cape d'invisibilité
- intégration assimilation: je m'intègre, tu me remercies, elle s'assimile, il l'accepte, on vous emmerde, nous nous faisons entuber, tout le monde est content
- déconstruire des normes pour en reconstruire de nouvelles: où ça mène?
- le racisme d'état, et notre éducation?
- et parce qu'on est débiles et centré-e-s sur notre culture, voilà un exemple bien de chez nous (et on se réjouit d'en entendre d'autres d'ailleurs): nos livres d'enfance avec que des blancs, + Mamadou qui est gentil et qui mange du poisson qui pue.

Bref, voilà, quelques unes des questions qu'on se pose et on se réjouit d'avoir les vôtres. Pour nous envoyer des textes ou questions: tabassetarace@krutt.org.



IMMIGRATION

Toujours plus de précarité

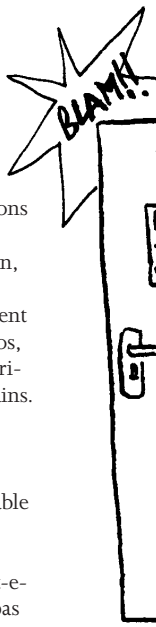
Imaginez-vous délogé-e-s au petit matin, forcé-e-s à une journée d'errance dans une ville inconnue, sans argent ni papier et dans le droit de travailler...

<?>... C'est ce qui risque d'être imposé à de nombreux-euses requérant-e-s d'asile déboutée-s de notre canton selon l'article paru dans le 24 Heures du 6 janvier 2012: «Vaud: des requérants d'asile sans lit fixe ni armoire».

Il y est mentionné que l'Etablissement vaudois d'accueil des migrants (EVAM) exploitera en 2012, à titre expérimental, l'utilisation d'abris de la protection civile sous forme de sleep-in pour accueillir les requérant-e-s d'asile débouté-e-s durant la nuit uniquement en les laissant à la rue pour la journée avec leurs affaires sur le dos.

Le Collectif Droit de rester s'insurge contre cette nouvelle violation des droits fondamentaux des requérant-e-s d'asile envisagée par le Départe-

La rue plutôt que les abris P.C.



Le 9 décembre 2011, avec le soutien du collectif droit de rester, des habitant-e-s des maisons occupées et de l'espace autogéré, des migrant-e-s hébergés par l'EVAM fuient des 'centres d'accueil' qui n'en sont pas. S'il est encore possible d'y dormir, qu'est-ce qui dit que demain, ce sera toujours le cas ? Des murs de béton déjà vides, bientôt transformés en sleep-in ? Sur cette nouvelle émanant de l'EVAM (Etablissement vaudois d'accueil des migrants), ils décident de quitter les lieux, pour s'installer sur la place St-François, avec matelas, chaudrons, braseros, et musique pour se réchauffer. Ils passeront la nuit dans la rue, puisque c'est là que les autorités estiment être leur place. Le 10 décembre, c'est la journée internationale des droits humains. L'occasion de rappeler que les migrant-e-s ont quitté un pays non l'humanité.

Installé-e-s durant 24 heures sur les marches et devant l'église, banderoles déployées tout autour, ensemble nous prenons joyeusement et simplement l'espace au dam de certain-e-s s'imaginant maîtres de l'espace public parce qu'ils-elles ont loué les cabanons de l'intouchable noël.

Nous n'en passons pas moins un moment chaleureux, dans un espace créé de nos mains, qui ne connaît pas de frontières, de distinctions, d'exclusion. La soupe réchauffe les passant-e-s, et nous aurons été nombreux-euses, au cours ces heures, à sortir de l'obscurité pour ne pas vivre la journée internationale des droits humains dans le silence des violations de ces mêmes droits.

Collectif Droit de Rester pour Tou-te-s, Lausanne

NUCLÉAIRE

Nous ne sortirons pas du

Non contents de nous imposer les vieilles centrales pendant encore 23 ans, les politiciens veulent déjà repartir pour un autre tour en permettant la construction de centrales de «quatrième génération». Ce qu'on nous a présenté comme une victoire, la décision de «sortir du nucléaire progressivement», n'était qu'un manoeuvre politique pour gérer la crise de légitimité du nucléaire. Cela a eu un effet somnifère: 6 mois seulement après la catastrophe au Japon l'attention de l'opinion publique a déjà baissé, encore plus vite qu'après Tchernobyl.

Ne nous laissons pas bercer par les énièmes promesses de nouvelles technologies soi-disant plus sûres. Après plusieurs décennies d'accidents, qui a encore confiance dans le lobby nucléaire? Qui croit encore au contrôle citoyen de ces technologies? Elles sont inacceptables, autant en fonctionnement normal qu'en cas d'accident.

Dire qu'il n'est pas possible de sortir du nucléaire immédiatement, c'est enlever la possibilité effective à la population de décider de son sort. De même, le fait que la centrale

pour les requérant-e-s d'asile

ment de l'intérieur (DINT) et qui va à l'encontre de l'article 12 de la Constitution Suisse: «Quiconque est dans une situation de détresse et n'est pas en mesure de subvenir à son entretien a le droit d'être aidé et assisté et de recevoir les moyens indispensables pour mener une existence conforme à la dignité humaine».

Cette nouvelle mesure, justifiée par les autorités comme un moyen de lutte contre le trafic de drogue, n'aura comme conséquence que l'augmentation de la précarité des personnes concernées et les exposera d'autant plus aux pressions des réseaux des narco trafiquants!

Les autorités ne sont pas dupes de cette situation mais, en introduisant cette nouvelle mesure inhumaine, elles espèrent voir les requérant-e-s quitter le pays, quitte à violer elles-mêmes la Constitution Suisse et l'Etat de droit.

Nous exigeons des autorités compétentes le retrait immédiat de ce projet de nouveau durcissement des conditions de vie des requérant-e-s d'asile et le respect de la dignité de tout être humain.

Nous exigeons des autorités qu'elles respectent l'égalité des droits! Il est temps d'en finir avec le régime discriminatoire de l'aide d'urgence et de rétablir le droit à l'aide sociale et le droit au travail pour les requérant-e-s débout-é-e-s.

Droit de rester

(http://droit-de-rester.blogspot.com, 17.01.12)

Pour la liberté d'expression et de circulation…

Nous vous invitons:

Le jeudi 9 février 2012 à l'espace autogéré (rue césar roux 30, Lausanne) pour un repas de soutien aux quelques manifestant-e-s qui avaient dénoncé la pratique répressive en matière d'asile devant le service de la population. Après le repas, nous verrons un court métrage «On vit ici, on travaille ici, on reste ici!» à 21h00.

Le 16 février au cinéma OBLO dès 20h30: projection surprise d'une fiction très réaliste qui retrace l'expulsion forcée d'une famille. Ce sera l'occasion pour nous de discuter de ces questions avec des personnes du collectif Droit de Rester qui se battent contre les politiques répressives vis-à-vis des étrangers.

Rappel des faits:

Le 10 décembre 2010, alors qu'un refuge pour requérant-e-s d'asile débouté-e-s est ouvert dans des églises depuis deux mois, une poignée de personnes se couche dans l'entrée du Service de la Population (SPOP) à Lausanne, pour dénoncer la politique fédérale et cantonale de gestion des migrant-e-s, qui broie des vies, expulse, précarise, terrorise... Durant les 40 minutes de l'action, les personnes souhaitant entrer dans le bâtiment doivent enjamber des corps. Le directeur adjoint du SPOP appelle la police, et peu après l'arrivée de celle-ci, les manifestant-e-s décident de se lever et s'en vont. Les policiers les arrêtent un peu plus loin et prennent leurs identités. S'en suivent des amendes pour «manifestation illégale».

Le 18 août 2011, deux personnes qui avaient contesté ces amendes ont comparu au tribunal de police de Montbenon à Lausanne. Ambiance kafkaïenne pour un procès où la cause semblait déjà entendue avant le début de l'audience. Verdict: les amendes individuelles sont maintenues et les frais de justice (800 fr.) sont à la charge des opposant-e-s.

Avec ou sans papiers nous ne mendierons pas le droit de protester contre la violence que l'Etat exerce sur les gens. Liberté pour toutes et tous!

nucléaire!

de Mühleberg soit relancée malgré les protestations, est un exemple de plus de la nature autoritaire de la gestion de cette énergie. Elle est typiquement une forme de production centralisée qui exclut la plupart des gens des processus de décision. Les centrales nucléaires, de par les risques qu'elles engendrent, deviennent des points sensibles de la sécurité intérieure qui nécessitent une militarisation des sites et un culte du secret. A travers le contrôle de l'accès au savoir et des processus de décision, une petite clique d'industriels et de scientifiques impose les sujets des débats.

Le système économique actuel a besoin d'une gestion centralisée de l'énergie et le nucléaire s'y inscrit parfaitement, comme peuvent aussi s'y inscrire les énergies renouvelables. Si ces dernières permettent de ne rien changer, elles ne nous intéressent pas. Une croissance illimitée va forcément générer de plus en plus de nuisances. La question n'est alors pas de trouver des énergies alternatives mais de réfléchir aux manières de définir nos besoins.

Ce système n'offrira jamais un libre choix, et même des consultations, votations et autres processus de participation-alibi ne donnent qu'une illusion d'autonomie et ne servent finalement qu'à contrôler la critique. Dans le grand théâtre de la scène politique et associative suisse, la pièce a déjà été écrite et ses acteurs évitent la remise en cause de l'économie et de l'Etat.

Refusons le rôle du public passif qui se soumet à la logique gestionnaire d'une société d'exploitation. Nous voulons nous organiser par nous-mêmes, nous réapproprier la possibilité de réfléchir, imaginer et changer la réalité dans laquelle nous vivons. Tant que nous continuerons de déléguer nos possibilités d'agir à des partis et à des lobbies associatifs qui ne font que marchander nos vies et nos libertés, nous ne sortirons pas du nucléaire.

L'AGENDA

FÉVRIER

Jeudi 9 | ESPACE AUTOGÉRÉ

20h Bouffe pop: bénef pour les frais de justice suite à une action au Spop (service de la population)
Projection sur le No-Border de Calais et la situation des migrant-e-s (env.'40)
Concert:
BLACK FAG (hardcore punk, Los Angeles) *
gay tribute to Black Flag *

Samedi 11 | ESPACE AUTOGÉRÉ

Soirée de soutien à Droit de rester
21h Film: "La bataille de la place Attica", '20
22h Concerts:
SEX DRUG and REBETIKO (rebetiko, Toulouse)
SUPER-FEDOR (happy new wave, Chambéry)
Dj Syndic Junior (digital cumbia, afro des villes et US roots, Lausanne)

Lundi 13 | LA LAITERIE

19h lectures subversives, bouffe, schnaps bar / 17h-19h magasin gratuit

cours d'électricité à la Mongolfière (av. ruchonnet 36, lausanne) 18h

Mercredi 15 | LA HACHE

WAKE THE DEAD + COLOSSUS FALL
20H30 BOUFFE POP/22H CONCERT

Mercredi 15 | LA MONGOLFIÈRE

cours de self-défense 18 h

Jeudi 16 | CINÉMA OBLÒ

Film sur les centres de rétention de migrant-e-s + info sur des résistances contre la politique migratoire suisse + bénef pour les frais de justice suite à une action au Spop (service de la population)

FÉVRIER

Dimanche 19 | LA MONGOLFIÈRE

brunch canadien + thé dansant 14 h

Mercredi 22 | LA MONGOLFIÈRE

cours de préparation d'épices 18 h

Vendredi 24 | ESPACE AUTOGÉRÉ

21h Concerts
NINE ELEVEN (hardcore punk, F)
ACCEPT THE CHANGE (modern hardcore, B)
MANBEARPIG (oldschool emo, UK)
WE SAID (hardcore punk, CH)

Lundi 27 | LA MONGOLFIÈRE

cours d'histoire des guerres de la Yougoslavie 18h

MARS

Vendredi 2 | LA HACHE

AGUIRRE (doom/sludge Bordeaux)
20h30 bouffe pop 22h concerts

Samedi 3 | ESPACE AUTOGÉRÉ

22h concert: SUGAR PILL
(Rock'n'roll noise, F)
BLOCKSHOT (Riot-Grrl Queer Pop Punk Band, D)

Vendredi 9 | ESPACE AUTOGÉRÉ

Théâtre
Clara 69 de Gildas Milin
Monologue d'une femme en prison

Samedi 10 | LA HACHE

Wardill (genève) + Society's products (nyon)
+ Voice of ruin (nyon)
20h30 bouffe, 22h concerts

MARS

Mardi 13 | LA HACHE

Concerts: Rottenbrats + Diehards (HxC)

Samedi 17 | LE DÉSERT

Tournoi de baby foot

Vendredi 24 | L'ESPACE AUTOGÉRÉ

Soirée de soutien à KAMPUSH CONNECTION

Samedi 31 mars | LAUSANNE

Punx picnic 4.0

ACTIVITÉS RÉGULIÈRES

• Tous les jeudi, 20h 'POTAGE DE PLOMBS' - repas végétarien-lien

• Tous les dimanches de mars, 19h bouffe pop', 20h cinéma au Désert

ADRESSES

• CINÉMA OBLO, Av. de France 9, dernier sous-sol, Lausanne www.oblo.ch

• CIRA, Avenue de Beaumont 24, Lausanne www.cira.ch

• ESPACE AUTOGÉRÉ, César-roux 30, Lausanne www.squat.net/ea

• DÉSERT, route de Pierrefleur 72, lausanne

• LA HACHE, rue Saint-martin 25, Lausanne

• LA LAITERIE, rue Marterey 23, lausanne

• TURBO MONGOL, av. Ruchonnet 36, Lausanne